

L'avenir du Canada

Un point de vue bahá'í

Mémoire soumis à la

Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du
Canada

par la Communauté bahá'íe du Canada
par l'intermédiaire de son Assemblée spirituelle nationale

Saskatoon

Les 21 et 22 novembre 1983

I

L'avenir du Canada :

une perspective bahá'íe

Le milieu du dix-neuvième siècle, a été témoin de deux naissances simultanées, celle d'une nouvelle nation et celle d'une nouvelle religion. La nouvelle nation était le Canada, la nouvelle religion la foi bahá'íe. Pour les bahá'ís du Canada, la coïncidence extraordinaire des dates de ces deux processus historiques¹ semble aujourd'hui avoir été un présage : à un degré extraordinaire, la nation canadienne en est venue à incarner les idéaux que la foi bahá'íe considère comme les caractéristiques distinctives d'une société raisonnable et éclairée. Le fait que le Parlement du Canada a été la première législature d'un État souverain à reconnaître les institutions de notre Foi par un Acte officiel (en 1949) est un autre symbole de cette relation, symbole auquel les bahá'ís du Canada attachent une grande valeur. C'est cette communion de buts moraux plus que tout autre facteur, qui nous a poussés à présenter un certain nombre de réflexions à la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada.

Il y a plus de cent ans, Bahá'u'lláh, le fondateur de la foi bahá'íe, a déclaré que notre monde entrerait dans l'âge de sa maturité, un âge durant lequel le monde serait témoin de l'établissement d'une société mondiale, la culmination du long processus de l'unification de l'humanité :

« C'est être un homme aujourd'hui que de se consacrer au service du genre humain. [...]

La terre est un seul pays et tous les hommes en sont les citoyens. »

« Voici le Jour où Dieu a prodigué aux hommes les plus précieuses faveurs, le jour où sa grâce puissante a imprégné toutes choses créées. [...] Bientôt le présent ordre des choses sera révolu et un nouveau le remplacera². »

La foi bahá'íe ne considère pas que l'unification de l'humanité, un processus qui prend inexorablement de l'ampleur depuis que ces paroles ont été prononcées il y a plus d'un siècle, est une idée en conflit avec les loyautés essentielles ou qui étouffe le patriotisme³. Il représente

encore moins une menace à la survie de la diversité linguistique et culturelle du genre humain. Au contraire, nous croyons que seules les institutions d'une société mondiale peuvent vraiment protéger ces ressources humaines. Nous croyons que l'unité dans la diversité a été et continuera d'être le principe d'organisation de l'évolution sociale.

II

Le Canada : un point de vue bahá'í

À notre avis, le rôle joué par le Canada dans ce processus a été essentiellement novateur. Il n'y a pas aujourd'hui sur terre une autre société humaine qui a fait un effort plus intelligent ou réussi pour équilibrer les préoccupations internes d'une population hétérogène et sa réponse aux courants d'intégration de l'histoire contemporaine. Des réalisations telles que la réputation enviable que le Canada s'est acquise graduellement partout dans le monde ou le remarquable consensus national par lequel une révision constitutionnelle importante a récemment été menée à bonne fin sont des exemples qui nous viennent immédiatement à l'esprit. Plus tard dans le présent document, nous soulèverons quelques autres aspects du développement du Canada, mais il semblerait d'abord utile de mentionner un exemple frappant tiré de notre récente expérience.

Notre expérience du Canada

Comme la plupart des Canadiens le savent, nos coreligionnaires subissent en ce moment de terribles persécutions en Iran⁴. Dans cette situation douloureuse et difficile, nous sommes reconnaissants à la communauté des nations, aux médias du monde et aux nombreux groupes de défense des droits de la personne pour l'aide qu'ils nous ont accordée. Si les résultats sont loin de correspondre à une cessation des persécutions, il n'y a pas de doute que sans cette intervention, une tragédie aux dimensions horribles se serait maintenant produite en Iran.

Le Canada s'est placé au premier rang de cette réponse humanitaire. En outre, à cause du grand respect qu'on lui manifeste, son exemple de leadership moral a joué un rôle important pour encourager un large éventail d'autres pays, y compris des États du tiers monde, à appuyer cet effort généralisé. La Commission sera peut-être intéressée de savoir, par exemple, que :

1. Le Parlement du Canada a été la première législature du monde à condamner (en juillet 1980) la persécution des bahá'ís d'Iran, un exemple qui a été suivi par un grand nombre d'autres États.
2. Le Parlement a aussi été la première législature du monde à faire suite à cette première action en passant une résolution unanime (en juin 1981) attirant sur cette situation l'attention de la Commission des droits de l'homme des Nations unies.
3. Deux gouvernements canadiens successifs ont, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, joué un rôle de premier plan pour susciter une intervention internationale, malgré la difficulté que représente pour le Canada le fait de ne pas avoir de relations diplomatiques normales avec l'Iran⁵.
4. Le Canada est beaucoup plus avancé que tout autre pays pour ce qui est des généreuses dispositions adoptées pour donner refuge aux bahá'ís Iraniens qui se sont retrouvés sans patrie à cause des persécutions⁶.

Nous avons été particulièrement impressionnés par l'esprit dans lequel cette aide nous a été accordée. Les organes concernés ont montré qu'elles étaient en mesure de faire l'équilibre entre les intérêts nationaux du Canada et une expression sincère de solidarité envers d'autres êtres humains, appartenant à une autre culture et vivant dans une région lointaine. Cet esprit s'est manifesté dans les contacts que nous avons eus avec diverses personnes au service du gouvernement, que ce soit des députés, des hauts fonctionnaires ou des conseillers en immigration servant dans des ambassades à l'étranger. Cet esprit a également caractérisé nos contacts avec des organes qui ont eu un rôle indirect à jouer, comme le Bureau des passeports et la Gendarmerie royale du Canada.

La nature de la société canadienne

Outre la gratitude que cette réponse a suscitée chez les bahá'ís partout dans le monde, nous croyons que de telles actions sont très révélatrices du caractère du pays qui en est l'auteur. La communauté bahá'íe ne bénéficie pas d'avantages pouvant expliquer, sur le plan politique ou matériel, pourquoi on s'inquiète ainsi de son bien-être. Elle n'a pas de puissants patrons, ici ou

ailleurs; elle n'a pas recours à l'agitation politique pour arriver à ses fins; et elle ne dispose pas de moyens matériels lui permettant d'influencer un segment appréciable des médias qui pourrait être sensible à une telle influence. Ses membres sont beaucoup plus nombreux dans bien d'autres pays qu'ils ne le sont encore dans ce pays. L'aide que le Canada a accordée à notre communauté est, de toute évidence, l'expression spontanée d'un ensemble d'attitudes culturelles qui s'est graduellement développé ici, en même temps qu'un sentiment de confiance dans les ressources morales et matérielles de la nation. Les bahá'ís ne sont qu'un groupe parmi bien d'autres à avoir eu une raison de constater avec gratitude ce trait de caractère national.

Que le Canada ait développé des capacités morales à la mesure des grands avantages matériels dont il jouit est un phénomène qu'on a encouragé les bahá'ís du monde entier à escompter. La confiance que nous avons dans l'avenir de ce pays repose sur les nombreuses références à la destinée du Canada que contiennent les Écrits de notre Foi. Deux de ces passages sont d'une pertinence si remarquable pour le travail de la Commission que nous nous sentons poussés à vous les présenter :

« [...] l'avenir du dominion du Canada est très grand et les événements qui s'y rattachent, infiniment glorieux. Le regard de la Providence se posera sur lui et la générosité du Très-Glorieux s'y manifesterá. [...] Je le répète, l'avenir du Canada est très grand, tant dans le domaine matériel que dans le domaine spirituel. Civilisation et liberté y progresseront de jour en jour⁷. »

La première étape de la mobilisation des ressources canadiennes

Pour les bahá'ís, l'apparition dans ce pays d'une société qui cherche réellement à traiter équitablement les préoccupations des nombreuses populations qui la composent, qui encourage délibérément la vie intellectuelle, qui a fait preuve de sa volonté de coopérer avec les forces d'intégration sur la scène mondiale et qui a été prête à faire des sacrifices pour toutes ces valeurs, sont des signes de cette promesse divine. Cela montre aussi l'immense potentiel que la Providence a conféré à cette nation et la capacité du peuple canadien de l'exploiter. Il n'est pas nécessaire de croire en la révélation bahá'íe pour avoir la conviction que l'avenir du Canada est

grand. Les preuves objectives sont trop convaincantes pour qu'un observateur sérieux et impartial puisse les nier. Il nous semble donc que le premier défi que doivent relever les dirigeants du Canada est de rassembler ces preuves, de rendre explicite le message qu'elles contiennent, et ainsi d'éveiller la conviction latente dans l'esprit et le cœur des Canadiens que notre pays a un très grand avenir. Dans la mesure où cela est fait et selon la rapidité avec laquelle cela est mis en œuvre, l'expertise dont nous disposons sera à même de concevoir les solutions aux problèmes qui nous attendent.

Avec un souci typiquement canadien d'éviter l'hyperbole, un des historiens canadiens les plus importants a résumé comme suit la formation de notre pays :

« Ce ne sont ni un patriotisme populaire ni une ferveur révolutionnaire qui ont mené à cette nouvelle création. La vie du nouveau Dominion était, au début, aussi morne, vide et privée de grands idéaux que l'avait été celle des provinces, qui étaient confrontées à de nombreux problèmes. Seul le regard de la foi [...] l'a préservé. C'est seulement de façon lente, graduelle et ennuyeuse que ses habitants ont montré qu'ils pourraient y centrer leur loyauté et leur amour⁸. » [traduction]

On admet généralement que les Canadiens ont maintenant un tel amour et une telle loyauté pour leur pays que de grands idéaux peuvent y fleurir.

III

La direction des changements historiques

La Communauté bahá'íe du Canada est une organisation religieuse, qui existe pour explorer et enseigner une confession. Bien que les principes de cette religion accordent beaucoup d'importance à l'application de la méthode scientifique à tous les phénomènes, nous croyons que la contribution que nous pouvons faire à la discussion nationale menée par la Commission sur l'avenir du Canada est une contribution de nature spirituelle.

Nous sommes d'avis que les normes morales et éthiques qui sont dérivées de sources spirituelles sont le fondement essentiel d'une organisation heureuse de la société. Nous utilisons le terme « spirituel » dans le sens le plus large, faisant référence aux caractéristiques de l'âme rationnelle, qui, mariée à certains traits génétiques, constitue chaque être humain et qui détermine dans quelle mesure les relations sociales sont saines et productives⁹. Des attributs spirituels comme la foi, le courage, le désir d'exceller, l'empressement à sacrifier, la détermination, l'intégrité, l'aptitude à coopérer et un désir d'unité sont les véritables sources du développement humain. Nous avons la conviction qu'une certaine vision des choses doit être au cœur d'une planification économique et politique réaliste, et que celle-ci est spirituelle dans le sens où nous avons utilisé le terme. Pour les bahá'ís, cette vision est non seulement explicite dans les Écrits de notre Foi, mais [elle est] aussi implicite dans l'expérience du genre humain, et certainement dans celle du Canada, au cours des dernières décennies. Un des buts du présent mémoire est d'indiquer ce que sont, à notre avis, certaines de ses principales caractéristiques.

Toutefois, nous aimerions d'abord faire une clarification importante. En parlant des buts que sont l'unité mondiale et l'établissement d'un ordre international, nous ne désirons pas donner l'impression que nous croyons que ce sont des questions qui relèvent d'un choix que les êtres humains doivent faire. L'essence du message de Bahá'u'lláh est que, durant l'époque actuelle, la volonté de Dieu a mis en branle des forces qui poussent irrésistiblement l'humanité sur le parcours final de son unification. Ces forces, affirme-t-il, feront fondre les obstacles, quels qu'ils soient, se présentant sur leur chemin, que leurs interventions représentent une tradition inerte ou des stratagèmes conçus pour servir des intérêts particuliers. En fait, le processus de dissolution lui-même libère des énergies spirituelles qui alimentent le grand nombre d'expériences sociales caractérisant notre époque. Nous le répétons, nous croyons que les preuves offertes par l'expérience humaine contemporaine justifient l'acceptation de la direction et de l'inévitabilité du processus, indépendamment des penchants religieux ou idéologiques.

Les bases d'une planification intelligente

Si cette idée est vraie, une planification intelligente de l'avenir doit, en dernière analyse reposer sur elle, peu importe les bénéfices promis par des solutions opportunes à court terme.

Autrement, nous limiterions la capacité de notre nation de répondre aux défis d'un avenir immédiat très imprévisible et de saisir les occasions comme le Canada a, à un degré exceptionnel, été dirigé à le faire jusqu'à maintenant. En même temps, toute notre expérience nous mène à croire que dans la mesure où nous contrôlons la nature des changements, nous devrions nous assurer qu'ils sont évolutifs.

Ce que nous affirmons donc est que les bahá'ís considèrent que toutes les nations participent à un processus historique divinement déterminé, qui les rassemble en un seul ordre international, indépendamment des opinions et des désirs contraires actuels d'importants segments de l'humanité. En raison d'un ensemble de circonstances, dont notamment d'une série de choix nationaux particulièrement judicieux dans le passé, le Canada est beaucoup mieux armé que la plupart des autres pays pour traverser cette période éprouvante et pour en sortir plus fort et plus riche. Pour cela, cependant, nous devons commencer par reconnaître la nature du défi et son inévitabilité. C'est seulement ainsi que nous serons en mesure de cerner et de maintenir la priorité que nous accorderons à ces principes moraux et spirituels qui sont au cœur d'une transformation sociale évolutive. À notre avis, cela est une condition préalable pour être en mesure de poser des choix sains et intelligents durant les périodes extrêmement difficiles que l'humanité entière devra traverser dans l'avenir immédiat.

IV

Le principal obstacle à surmonter

Les idées exprimées plus haut ne seront pas partout bien reçues. Dans la mesure où les différences d'opinion sur ces grandes questions sont le résultat d'une consultation inadéquate, elles seront, nul doute, graduellement résolues par le type de discussions publiques que représentent les audiences de la présente Commission. Nous ne croyons toutefois pas qu'on s'opposera à l'interprétation précédente de la situation actuelle de l'humanité simplement parce que les questions n'ont pas été examinées avec suffisamment d'attention et de rigueur. Un important obstacle entrave tous les efforts entrepris pour comprendre et répondre aux besoins de notre époque, un obstacle qu'une discussion rationnelle ne pourra pas franchir, parce qu'il est essentiellement irrationnel. À moins d'être conscients de cet obstacle et sensibles à l'influence

qu'il exerce de multiples façons dans la civilisation actuelle, nous constaterons que tous nos efforts de planification sont constamment entravés et échouent souvent.

Cet obstacle est le matérialisme dogmatique, le système de pensée dominant de notre époque. Qu'elle soit enchâssée dans une idéologie politique brutale et pharisaïque dans une certaine région du monde, ou vénérée implicitement comme la source de tout bonheur humain dans notre propre société, la conviction que l'homme est essentiellement le produit de sa nature matérielle s'est répandue dans le monde entier pratiquement sans aucune opposition. Dans les formes populaires de communication et de discussion, on la tient nonchalamment pour acquise, sur les campus, elle est l'objet d'une quasi-révérance, et, sans être remise en question, elle soutient une grande part de notre analyse des problèmes économiques et de notre approche de la planification des politiques et des relations au sein de la communauté économique.

Qu'une telle philosophie de la vie tente de se justifier de manière rationnelle semble presque grotesque. Quelque mesure de désordre social que puissent engendrer les haines sectaires et les préjugés raciaux, il est clair que nous devons à l'esprit prévalent de concurrence matérialiste de notre époque deux affreuses guerres mondiales et une série sans fin de convulsions économiques, qui ont propagé la souffrance et les pertes. Nous avons l'avantage d'avoir partout autour de nous des exemples de sociétés qui, il y a plusieurs décennies, se sont abandonnées délibérément à une interprétation exclusivement matérialiste de l'histoire de l'humanité. Nous savons que les dogmes du matérialisme contredisent la sagesse accumulée au cours des âges, les conceptions des peuples soi-disant sous-développés, partout dans le monde, et les fruits des études les plus poussées qui ont été faites au sujet de la nature de l'homme. De toute évidence, l'homme contemporain est matérialiste non pas parce qu'il a une raison objective de l'être ou parce que la raison suggère que c'est là un idéal philosophique, mais à cause de facteurs qui n'ont rien à voir avec l'expérience raisonnée. Dans un sens, le matérialisme est sa propre justification. Il s'épanouit parce qu'un aspect de la nature humaine est matériel et parce que les processus d'intégration de notre époque ont temporairement brisé les institutions qui ont autrefois servi d'autres dimensions plus importantes de l'âme rationnelle.

S'appuyer sur l'expérience acquise par le Canada

Nous ne soulevons pas ici cette question pour proposer un tournoi chimérique contre le matérialisme. Un mal si puissant, si omniprésent et si accompli que l'est le système d'attitudes qui domine notre monde doit évidemment suivre son cours. L'humanité saura comment l'aborder quand elle aura eu l'expérience de toutes ses conséquences. Nous mentionnons ici ce sujet parce que, comme nous l'avons dit, nous croyons que le matérialisme est la principale source d'opposition aux efforts de longue durée de construction sociale.

Dans une société comme la société canadienne, on peut tenir pour acquis que cette opposition ne prendra pas principalement une forme idéologique, mais qu'elle se manifestera plutôt par toute une gamme d'objections aux politiques et aux programmes qui reflètent une approche spirituelle et universelle de l'avenir. Mais telle a été l'expérience du Canada depuis le début. Pratiquement rien n'a été accompli dans ce pays – que ce soit survivre à la révolution américaine, construire une nation transcontinentale ou créer une société multiculturelle – sans qu'on nous dise que cela était complètement impossible, que cela allait « entièrement contre la raison » et contre « nos tendances naturelles ». Nous n'aurions pas bâti de chemins de fer, adopté un programme de soins de la santé pour la population, ni même tenté de maintenir deux langues, qui représentent un tel avantage pour notre pays, si nous avions écouté exclusivement la philosophie dominante de l'époque. Nous pouvons nous attendre à ce que cette opposition à des objectifs spirituels et universels continue de se manifester par une gamme sans fin de projets qui, peu importe les bonnes intentions d'un grand nombre de ceux qui les proposent et leurs mérites à court terme, ne serviront pas les intérêts à long terme du peuple canadien. Nous ne nions pas que des solutions opportunes ayant une certaine valeur à titre de mesure temporaire pourront se présenter, mais ce qui nous inquiète est que des décisions de ce type devraient être prises sciemment, comme un moyen de préserver une flexibilité et liberté accrue au moment d'exercer un choix judicieux à long terme.

V

Quelques considérations au sujet de la planification économique

La plupart des personnes réfléchies seront d'accord pour dire que, pour être vraiment utile, la science économique, qui porte sur la circulation des biens et services, doit être éclairée par une notion du bien-être humain qui va bien au-delà des analyses les plus élaborées des intrants et des extrants. L'économie est un contrat social complexe qui doit être étudié afin de déterminer comment il peut le mieux servir les besoins des êtres humains. Heureusement, les mesures de la qualité de vie des êtres humains deviennent partie intégrante des discussions sur la croissance et le développement économiques. Des échelles mesurant le bien-être sont mises au point, reflétant des aspects comme la préservation de la qualité de l'environnement, une gestion appropriée des précieuses terres agricoles et des forêts et le niveau d'accès des citoyens aux emplois, à l'éducation et aux soins de la santé. Cette tendance représente une réaction à la tyrannie que les mesures économiques en sont venues à exercer il n'y a pas si longtemps dans les discussions publiques, quand les mesures du dollar et les indices ont en grande partie réussi à exclure l'examen de la question plus large du bien-être de la nation et de ses citoyens.

Plus récemment, l'analyse a commencé à révéler de vastes domaines d'importante activité économique qui étaient restés cachés des indicateurs économiques jusqu'alors sacro-saints. Ces activités, dont le produit national brut ne fait pas état et qui se trouvent hors du système monétaire, incluent le travail important des mères qui s'occupent de leur famille et des tâches ménagères et les efforts croissants pour atteindre l'autosuffisance dans des domaines comme la production alimentaire, l'artisanat, les réparations aux maisons et aux véhicules et le bénévolat communautaire. Par nature difficiles à mesurer, ces aspects des efforts d'une nation pour répondre à ses besoins pourraient bien croître à mesure que la société de l'information se développe, et que les moments de loisir sont consacrés à des efforts novateurs visant à acquérir ce qui serait autrement beaucoup trop coûteux.

Il ne serait pas hors de propos d'ajouter que ce qui, dans le passé, a été mesuré comme une richesse en a souvent été le contraire. Comme l'a irrévérencieusement fait remarquer Ralph Nader : « Chaque accident de voiture fait croître le GDP d'une nation. » À cet égard, on peut penser au coût pour la société et au fardeau financier pour le système de santé publique et pour

d'autres mesures compensatoires gouvernementales, de contributions au produit national brut comme une augmentation de la consommation d'alcool et de drogues et une obsolescence planifiée. Le sujet a attiré une attention croissante de la part de théoriciens de l'économie comme W. W. Rostow, Robert L. Heilbroner, E.F. Schumacher, et Kenneth Boulding¹⁰. Prenons note du point de vue de ce dernier, qui a entre autres dit qu'« une recherche plus approfondie sur la nature de la productivité augmente le besoin de formuler une théorie de la production qui soit plus adéquate que celle que la science économique a fournie pendant les deux derniers siècles. [traduction] » Les historiens de l'économie dont l'approche est plus technique, comme Mancur Olson et Douglas C. North, ont aussi fait ressortir certaines des difficultés inhérentes aux modèles économiques actuels. Olson, par exemple, a parlé de « sclérose » pour décrire la condition qui finit par caractériser les économies stables de marché quand des coalitions spéciales prolifèrent menant à des luttes insolubles sur la répartition géographique des richesses économiques¹¹.

Foi, moralité et performance économique

On doit surtout comprendre que, même si les mesures de la performance sont élargies pour inclure des éléments traditionnellement exclus, la performance économique dépend de questions de moralité et de conviction. Comme le souligne North, le changement économique n'est pas uniquement le résultat d'un changement des prix relatifs, il est aussi le résultat de changements de points de vue idéologiques qui amènent les gens et les groupes à exiger des changements structuraux¹². De nombreux collègues font écho à ses opinions. Heilbroner croit que la « crise (des années soixante-dix) n'était pas une crise de la réalité courante, mais des développements attendus, elle n'était pas seulement une crise économique, mais aussi une crise de convictions. » Michio Morishima, parmi d'autres, a dit que l'analyse de la réussite économique du Japon n'avait pas réussi à distinguer les processus économiques, des processus d'affaire et de gestion et des orientations culturelles et spirituelles¹³. Les études menées par Barbara Ward l'ont convaincue de « l'importance de lier le développement économique aux valeurs humaines et aux cultures, telles qu'elles se manifestent dans chaque pays¹⁴. »

Même le débat populaire entre ceux qui désirent une plus grande liberté pour les entreprises et ceux qui prêchent un rôle plus important pour l'État fait appel, si nous examinons leur rhétorique de plus près, à notre sentiment que les valeurs fondamentales et les qualités spirituelles sont importantes. L'expression individuelle, l'imagination, l'esprit d'entreprise, le travail ardu, les demandes pour obtenir un rendement équitable sur le capital investi ne sont pas des biens purement matérialistes. Pas plus que ne le sont les mentions de l'harmonie sociale et de la justice, du soin à accorder aux moins fortunés, de l'équité quant aux possibilités de s'épanouir, de la coopération et de la solidarité sociale. De part et d'autre, ces valeurs spirituelles sont la source de laquelle les Canadiens tirent leur inspiration et leur motivation, souvent à leur insu. Les discussions économiques peuvent vite tourner en un débat fort contraire à tout cadre de référence spirituel et éthique raffiné, quand l'interprétation se concentre sur les produits plutôt que sur les processus, et quand elles se limitent à des termes technologiques et ignorent la créativité dont attestent les réalisations technologiques.

Ce que nous affirmons, et nous croyons qu'un groupe de plus en plus nombreux d'économistes appuient cette idée, est que le tissu de la vie économique est composé de valeurs culturelles et spirituelles, d'énergie intellectuelle, d'imagination et de confiance, tout autant que de biens matériels et de services. Ce tissu économique maintient sa cohérence grâce à des modèles d'information et d'échanges, ainsi que grâce à une grande variété d'autres relations qui tirent toute leur force de la confiance qu'elles placent en les principes de justice, qui sont supposés être au cœur du contrat social. Il nous semble essentiel que ces réalités sous-jacentes de la vie économique soient abordées explicitement dans toute notre planification. Nous devrions chercher progressivement à fixer des objectifs qui sont réalistes, parce qu'ils tiennent compte de toutes les dimensions de la nature humaine et de la société, et concevoir des programmes et des organes qui sont beaucoup plus en mesure d'en tirer profit que cela n'a été le cas auparavant.

La planification dans un contexte mondial

Il y a une vingtaine d'années, dans une série d'essais qui ont, avec raison, été bien accueillis, un érudit canadien a dit :

« Dans le monde d'aujourd'hui, quand des groupes entiers de soi-disant États souverains expérimentent avec des formes rationnelles d'intégration, l'exercice de la souveraineté sera réparti, non seulement au sein des États fédéraux, mais il devra de plus l'être entre États et groupes d'États. Si cette tendance s'accroît, l'idée même de la souveraineté nationale s'estompera, et avec elle le besoin d'une justification émotionnelle comme le nationalisme¹⁵. » [traduction]

Au cours de la période qui a suivi la publication de ces paroles, la perception qu'elles incarnent est devenue le sujet le plus discuté de notre époque parmi les gens réfléchis. Elle a fourni l'impulsion au Club de Rome qui a commandé six rapports, chacun analysant un groupe distinct de problèmes et de possibilités, créés par ce processus mondial. Plus récemment, l'infiniment importante étude menée par la Commission Brandt a rassemblé les preuves appuyant la conclusion très répandue dans de nombreux cercles à l'effet qu'un « progrès véritable ne peut être accompli au niveau national que s'il peut être assuré au niveau mondial [traduction] »¹⁶. Un certain nombre de commentateurs sociaux comme Alvin Toffler, Marilyn Ferguson, Fritjof Capra, Hazel Henderson et John Naisbitt se sont assurés que ce message et ses implications soient communiqués au public informé¹⁷.

Une seule économie planétaire

Dans une terminologie bahá'íe, le consensus de tous ces chercheurs est que « la terre est un seul pays et tous les hommes en sont les citoyens. » On trouve dans toutes ces études la conviction que la seule façon d'exploiter une technologie en évolution rapide pour servir la nature noble de l'homme est de la mettre au service de l'humanité tout entière. De plus, on perçoit une certaine impatience envers les structures politiques et économiques qui servent exclusivement les intérêts nationaux et les intérêts acquis. On insiste de plus en plus sur le fait que l'interdépendance des nations des hémisphères nord et sud, est une relation économique qui est essentielle au bien-être des deux groupes, et la Commission Brandt a déclaré qu'aucune amélioration de la situation existante dans le Tiers monde ne pouvait avoir lieu « tant que les pays industrialisés s'attachent à une philosophie maîtresse essentiellement matérialiste et basée

sur la croyance en une croissance automatique du produit national brut et de ce qu'ils considèrent être les niveaux de vie¹⁸. » [traduction]

À ce moment du vingtième siècle, c'est poursuivre une chimère que d'imaginer que la concentration du pouvoir économique et militaire peut assurer la survie d'une société quelconque, sans parler de son développement. Il est clair que la race humaine entre dans la période la plus dangereuse de toute son histoire. Si vastes que soient les ressources qu'une petite minorité d'États peuvent réussir à amasser, des forces destructrices d'une telle portée continuent de tomber dans les mains d'un nombre suffisant d'éléments irresponsables de la famille humaine qu'aucune forme de sécurité nationale ne pourra protéger un peuple du sort qui attend le monde. L'insistance même d'une multitude croissante de personnes pour jouer un rôle dans leurs propres affaires, une insistance potentiellement si créative, est devenue une menace contre laquelle aucun État sur terre n'a pu brandir un bouclier durable.

VI

Une possibilité s'offrant au Canada

Sans d'aucune façon minimiser les choix difficiles qui devront être faits, nous croyons, comme nous l'avons dit, que le Canada est mieux armé que la plupart des autres pays pour répondre aux défis futurs. Le soin, et souvent le courage, avec lequel nous avons tenté de maintenir notre intégrité au sein d'alliances de défense, que nous considérons à la fois comme des engagements moraux et des mesures intelligentes, n'est pas sans avoir été apprécié dans d'autres régions du monde. Bien que nous soyons encore lamentablement loin du niveau minimum d'aide à l'étranger qu'une nation jouissant de ressources comme les nôtres se doit de donner, notre politique d'accorder cette aide sans imposer de conditions politiques nous a attiré un grand respect. Le rôle de premier plan que nous avons cherché à jouer pour maintenir le dialogue entre le Nord et le Sud; notre bilan au pays et à l'étranger en matière des droits fondamentaux; notre investissement important dans l'Organisation des Nations unies et ses organes; même notre abstention instinctive quand on a proposé que nous assumions la responsabilité de colonies d'outre-mer, une proposition envers laquelle la plupart des nations les plus proches de nous, du point de vue de leur tradition politique, n'ont eu aucune objection;

toutes ces actions et d'innombrables autres réponses du Canada ont, une année après l'autre, comme un récif de corail se formant progressivement, créé les fondements de la confiance, voire de l'affection, qui existent dans le cœur de bien des gens avec qui nous cohabitons sur cette planète. Nous qui sommes bahá'ís et qui appartenons à une communauté internationale qui représente presque toute la diversité culturelle et raciale de l'humanité, vous assurons que ces fondements existent. Ils nous semblent être le plus précieux des héritages nationaux du Canada, et parfaitement capables de porter le poids de la prochaine phase du système de relations que nous devons bâtir avec le reste de l'humanité.

L'apprentissage sociétal

Aucun aspect de ce programme de construction n'est aussi important que ce le Club de Rome a appelé « l'apprentissage sociétal ». L'ensemble de la population canadienne doit être informé pleinement et délibérément, non seulement de la nécessité pour notre pays d'établir des rapports avec le reste du monde, mais aussi de son impressionnant bilan à cet égard. On peut sans doute dire que la plupart des Canadiens savent bien peu de choses sur ce bilan. Il est probable que la plupart d'entre eux assigneraient une valeur positive à ces réalisations. Toutefois, à une époque où les principaux médias de communication publique, particulièrement ceux qui sont centrés aux États-Unis, continuent de filtrer l'interprétation des événements internationaux par le prisme d'une souveraineté nationale incontestée, il a été extrêmement difficile pour les Canadiens d'apprécier convenablement les grands progrès réalisés par leur pays dans ces domaines où nous avons à faire des choix qui seront vitaux pour le bien-être des générations à venir. Cela devient cependant plus facile à accomplir puisque partout dans le monde, la crédibilité du nationalisme et l'intérêt qu'il suscite ont beaucoup diminué. Le vide croissant que crée la désillusion à l'égard des prétentions du nationalisme, semble, à notre avis nous offrir une occasion inestimable. Ne présente-t-il pas un défi aux dirigeants canadiens de chercher délibérément à causer ce qui a été appelé dans certains ouvrages populaires sur ce sujet un « changement de paradigme », par lequel les Canadiens pourraient enfin trouver l'identité qui nous a si longtemps (et peut-être heureusement) échappée? Des érudits distingués comme Marshal McLuhan et Northrop Frye ont depuis longtemps encouragé les Canadiens à adopter une nouvelle vision convenant à l'avenir. Un tel changement est de toute façon en train de se

produire. Les dirigeants de notre nation sont chargés de décider à quel degré ce changement sera politiquement, socialement et économiquement novateur.

En résumé

Les commentaires précédents ont dressé les grandes lignes de ce qui est, de l'avis des bahá'ís, la direction de l'histoire contemporaine et ont suggéré deux points de référence majeurs pour l'avenir : la prise en considération des dimensions spirituelles de la vie des êtres humains dans la planification sociale et une orientation favorisant l'intégration du Canada à une économie mondiale. Comme nous l'avons indiqué plus tôt dans le présent document, la communauté bahá'íe ne considère pas être en mesure de faire des propositions politiques ou économiques, bien que, comme nous le disons plus loin, nous serions heureux d'avoir l'occasion d'offrir nos commentaires tout spécialement sur les besoins actuels en matière d'éducation. Ce que nous nous sentons poussés à faire est d'identifier certains des principes, des valeurs et des normes qui sont des jalons sûrs pour la planification nationale. Ils ont tous leur source dans ce que nous croyons être la révélation de Dieu pour l'âge actuel, et la centaine d'années qui se sont écoulées depuis qu'ils ont été énoncés ont permis à la communauté mondiale qui s'est formée autour d'eux d'accumuler une expérience considérable dans l'application de la plupart de ces principes, de ces valeurs et de ces normes. Dans une mesure plus ou moins grande, en raison des changements profonds que toutes les sociétés ont subis au cours des dernières décennies, la plupart de ces mêmes idéaux ont été reflétés dans la pensée qui anime de nombreux autres groupes. Nous présumons que c'est ce qu'Aurelio Peccei a voulu exprimer dans son discours présidentiel lors de la conférence du Club de Rome, cette année à Budapest :

« Grâce au progrès extraordinaire que notre capacité technoscientifique et industrielle a rendu possible, nous avons accumulé les éléments et forgé les instruments d'un pouvoir fantastique; cependant, nous n'avons pas acquis une idée et une compréhension claires du degré auquel ce progrès a amélioré notre situation et augmenté nos responsabilités sur terre...

« Nous devons donc construire une philosophie de vie qui est adaptée à notre époque, et l’élaborer autour de “piliers de sagesse” qui doivent nécessairement convenir au caractère et aux impératifs de cette époque¹⁹. [traduction] »

Dans ce qui suit, nous désirons donc nous limiter à cerner de tels piliers de sagesse, ces principes qui ont déjà été résolument sanctionnés par l’expérience des cent dernières années.

VII

Quelques principes généraux

L’équilibre

L’organisation sociale au Canada a été caractérisée par un certain degré d’équilibre, une idée à laquelle les enseignements de notre Foi accordent une grande importance et qui est pertinente à la plupart des commentaires qui suivent. L’esprit de compromis, dont on s’est si souvent et si facilement moqué a été un leitmotiv de la pensée politique canadienne. Le Canada a été béni du fait que cette tendance politique a été mariée à un très haut degré d’intégrité dans la vie publique, un bienfait qui a été le résultat non seulement des institutions politiques britanniques, mais encore davantage de la tradition judéo-chrétienne, dont les concepts et préceptes ont été intégrés au tissu de la vie sociale des Canadiens. Ce mariage de l’empressement à tenir compte de divers intérêts et points de vue et d’un souci de rectitude, caractérisé par une beaucoup plus grande humilité qu’on ne lui reconnaît généralement, a servi à produire un sentiment d’équilibre qui a été un attribut d’un si grand nombre de projets publics au Canada. Quelles que soient les pressions que pourront exercer les circonstances immédiates, la lutte pour maintenir l’équilibre entre les intérêts très variés au sein de la société canadienne doit, croyons-nous, demeurer un des points de référence inchangés auxquels sont mesurés tous les projets politiques et économiques.

La coopération

Un des effets inévitables de la désintégration accélérée des systèmes de relations du monde actuel est l'importance croissante qui est accordée à la concurrence et à l'autopréservation. D'importants segments de la population, au Canada comme à l'étranger, traversent une crise de confiance envers l'esprit de coopération avec lequel les sociétés ont cherché, depuis la Seconde Guerre mondiale, à s'attaquer aux problèmes. À court terme, on peut, nul doute, trouver une certaine justification à ces craintes, mais elles ne peuvent guider aucune société sur terre à l'égard de ses intérêts à long terme. L'esprit de compétition qui règne dans le monde contemporain tient pour acquis, comme nous l'avons dit, que des concentrations de pouvoir continueront d'exister, mais aucun observateur détaché ne peut manquer de remarquer leur vulnérabilité croissante. Pire encore, dans la mesure où on permet à cet esprit de devenir la caractéristique dominante du comportement de toute société ou de tout segment de la société, ses effets mineront sérieusement les relations qui sont vitales au bien-être de cette société au cours du vingt-et-unième siècle. Comme nous l'affirmons, nous croyons que le Canada a minutieusement élaboré un système de capacités morales, qui s'avérera un acquis incalculable dans le monde qui doit naître de la crise du vingtième siècle et qui constituera un précieux legs pour nos petits-enfants. Le Canada est dans une position enviable puisqu'il a déjà commencé à apprendre sur les chemins difficiles de la coopération, et, quels que soient les ajustements à court terme qui devront être faits, il serait insensé de se laisser convaincre d'échanger cet avantage contre des objectifs à court terme.

La consultation

On nous dit partout que notre système parlementaire est anachronique et qu'il sera incapable de répondre aux défis futurs. Personne ne niera que ces critiques sont en grande partie justifiées : les institutions ont été conçues pour répondre aux besoins d'une époque très différente de la nôtre. L'important est que le Canada a délibérément agi pour développer un système complémentaire de mesures ad hoc, pouvant fonctionner selon un modèle consultatif plutôt que de confrontation. Les audiences actuelles sont un exemple de ce programme, si on peut l'appeler ainsi, et les résultats du récent processus constitutionnel sont un exemple particulièrement

impressionnant de ce qui peut être accompli. Les efforts de restructuration des institutions parlementaires nous semblent donc une préoccupation secondaire. En fait, étant donné que les principales faiblesses de ces institutions ont trait, nous semble-t-il, au système de partis qu'ils enchâssent, et comme il est peu probable que ce système puisse être changé de manière significative (ou même qu'il est sage, à ce stade, de tenter de le changer²⁰), nous croyons qu'il serait de beaucoup préférable d'investir les énergies du pays dans l'élargissement et la systématisation des expériences consultatives actuelles²¹.

Nous mentionnons le principe de la consultation parce qu'il est au cœur du fonctionnement de notre Foi. Bahá'u'lláh a déclaré qu'ensemble la consultation et la compassion formaient la « loi » de l'âge de la maturité de l'humanité. Notre expérimentation pour suivre ses conseils au sujet de la consultation dans l'administration d'une communauté internationale, qui, comme nous l'avons dit, est caractérisée par une diversité extraordinaire, a été si productive que nous nous sentons poussés à résumer ici quelques principes directeurs²² :

1. Tous ceux qui sont concernés par une décision devraient être libres de participer au processus consultatif et devraient avoir la possibilité de le faire.
2. On doit distinguer clairement une telle consultation générale des délibérations des organes élus démocratiquement, qui doivent prendre la responsabilité de leurs décisions.
3. Toute personne qui participe à la consultation doit être encouragée à « s'exprimer librement selon sa conscience ».
4. Toute forme de querelles intestines est interdite.
5. Tous ceux qui prennent part à la consultation doivent faire preuve de courtoisie et de modération.

6. Au cours du processus consultatif, chaque personne a l'obligation morale de se détacher de son propre apport qui, une fois fourni, appartient au groupe.
7. Une fois une décision prise, il est essentiel que la majorité qui lui était favorable et que ceux qui s'y opposaient s'unissent de pleins cœurs pour la mettre en œuvre.
8. Les organes décisionnels ont l'obligation d'évaluer continuellement leur travail et, quand cela est nécessaire, de modifier leurs décisions.

La justice économique

La justice, déclarait Bahá'u'lláh il y a un siècle, est « la chose préférée » aux yeux de Dieu et représente un bienfait que Dieu a généreusement accordé à l'homme durant la période actuelle, celle de sa maturité. Depuis, la justice est devenue l'épreuve à laquelle les peuples du monde ont insisté pour que toute proposition de changements sociaux ou économiques soit soumise. Les sociétés qui sont le mieux organisées pour être un instrument de ce bienfait divin sont, à notre avis, celles qui réussiront.

La Commission recevra, nul doute, de divers groupes de la population canadienne toute une gamme de propositions précises pour résoudre équitablement divers problèmes actuels. Nous croyons qu'une des premières préoccupations de tout gouvernement doit être d'encourager une beaucoup plus grande confiance et coopération entre capitalistes et travailleurs, ce qui est le fondement du bien-être matériel de ce pays. Les Écrits bahá'ís prévoient un avenir où l'expérimentation avec diverses formes de propriété privée et publique continuera d'être un aspect sain de la vie économique. Ils suggèrent en même temps que nous adoptions le principe du partage des profits dans les secteurs du commerce et de l'industrie, ce qui pourrait être une grande source de motivation sociale. Nous recommandons vivement au gouvernement de considérer des mesures permettant de cultiver cette forme d'organisation économique, qui semble beaucoup contribuer au haut degré de productivité de plusieurs autres pays industrialisés. Nous ne suggérons pas que l'on s'ingère dans le domaine de la liberté des entreprises et des syndicats de s'occuper de leurs affaires comme ils l'entendent, dans le cadre défini par la

législation. C'est plutôt qu'il nous semble qu'une politique offrant des mesures incitatives, fiscales et autres, aux entreprises qui organisent leurs affaires de manière à permettre aux employés de recevoir une part des profits et de participer au processus décisionnel, est un moyen qui, en plus d'être du ressort du gouvernement, est complètement en accord avec les traditions canadiennes.

Au-delà des questions de structures économiques, il nous semble indéniable que l'attention accordée aux besoins de certains segments de la population canadienne et de leurs perspectives d'avenir a été extrêmement importante pour créer une motivation économique. À notre avis, quatre domaines pourraient beaucoup bénéficier d'une beaucoup plus grande attention de ce type :

(a) *L'agriculture*

Les Écrits de notre Foi qui abordent les questions économiques accordent une grande importance au rôle des « producteurs primaires », comme les agriculteurs et les pêcheurs, qui ont la tâche de nourrir le genre humain. Des études comme celles qu'a menées le Club de Rome indiquent qu'une aide beaucoup plus considérable doit être accordée à ce secteur de l'économie mondiale. Bien que le Canada ne souffre pas de pénurie de denrées alimentaires, une si grande source d'inquiétude dans d'autres régions du monde, beaucoup d'agriculteurs canadiens ont l'impression que leur position se détériore progressivement au sein de l'économie. Puisque notre survie physique dépend des compétences et de l'efficacité de nos agriculteurs, nous croyons que les cris de détresse actuels sont un signe d'avertissement provenant des fondements économiques de notre société qui devraient recevoir une grande attention de la part de notre gouvernement. De plus, nous avons la responsabilité morale de faire ce que nous pouvons pour aider les autres membres de notre société planétaire à se nourrir, et nous devons prendre des mesures pour déterminer la meilleure façon de le faire. En nous efforçant de réaliser ou de dépasser les objectifs minimums d'aide au tiers monde, n'est-il pas possible de nous servir, dans une mesure beaucoup plus grande qu'avant, des ressources agricoles du Canada, et plus précisément des fils et des filles des familles agricoles, qui représentent la fine pointe de cette tradition économique et qui, pour diverses raisons, sont

temporairement nombreux à ne pas pouvoir se servir de leur savoir-faire dans le cadre de l'économie domestique?

(b) La population autochtone du Canada

Les autochtones du Canada représentent une ressource exceptionnelle. Leur survie parmi nous, malgré des découragements déchirants que peu d'autres peuples sur terre ont eu à affronter, en préservant une si grande part de leur vitalité spirituelle, dote le Canada d'un groupe de citoyens qui pourraient jouer un rôle clé pour renforcer les liens économiques et culturels de la nation avec le reste de l'humanité. Si nous persistons dans ce sens, le mouvement qui a pour but de répondre équitablement à leurs revendications, réussira non seulement à éliminer une cause d'aliénation de longue date, mais pourra aussi devenir une mesure initiale dans un programme visant délibérément à libérer ce potentiel. Dans nos Écritures, parmi les prophéties sur la civilisation de l'avenir il y en a une qui porte sur les premiers habitants de ce continent, et elle semble particulièrement pertinente à la présente enquête. Elle affirme qu'un jour ils feront preuve de capacités semblables à celles des tribus de la péninsule arabe, qui, quand leur motivation profonde a été éveillée par la vision présentée dans le *Qur'an*, ont fondé certaines des civilisations les plus brillantes²³. (C'est en fait un descendant d'un membre d'une de ces tribus, 'Ibn Khaldoun, qui a été le tout premier érudit à concevoir l'idée de faire ce qui est l'objet pour lequel la présente Commission a été créée, c'est-à-dire, considérer une société humaine comme un phénomène susceptible d'être étudié scientifiquement²⁴.) Tôt ou tard, les nations de l'Occident trouveront les moyens d'exploiter cette créativité. Nous croyons que les Canadiens possèdent à un haut degré les qualités qui leur permettraient d'être des chefs de file en cette matière.

(c) Les femmes

Il est clair que la nouvelle société planétaire qui prend forme sera une société où les femmes assumeront un rôle égal à celui des hommes dans tous les domaines d'activité scientifique, gouvernementale, artistique, sociale ou d'érudition. Dans bien des pays développés, le processus est déjà bien avancé. Les Canadiens peuvent être fiers du progrès impressionnant que leur pays a accompli au cours des trente dernières années et,

en particulier, en réponse à la décennie de la femme des Nations unies, qui s'achève maintenant. Durant cette brève période, nous avons été témoins de l'élimination de presque toutes les lois discriminatoires du pays envers les femmes, mais aussi de l'établissement de structures, gouvernementales et non gouvernementales, nécessaires à l'examen des politiques et programmes du point de vue de leur portée sur les femmes.

À long terme, le défi auquel nous faisons face est d'éliminer graduellement par des mesures éducatives les attitudes préjudiciables et profondément ancrées qui empêchent les femmes de participer pleinement à tous les domaines d'activité de la société. Puisque ce défi est essentiellement spirituel et moral, le gouvernement peut seulement l'aborder indirectement, mais ses contributions sont tout de même essentielles. Des mesures financières et sociales d'incitation peuvent être établies pour indemniser ceux qui modifient leurs habitudes d'embauche et de promotion, leurs conditions d'emploi et les bénéfices qu'ils offrent. Les éducateurs et les établissements d'enseignement peuvent être encouragés à lutter contre les stéréotypes sexuels qui existent dans l'esprit des jeunes dont ils sont responsables. On peut exiger que les médias et les entreprises privées respectent les normes de justice qui supplantent, comme il se doit, le profit personnel et une liberté excessive de s'exprimer, qui passe pour la « liberté d'expression ». Notre société a des obligations particulièrement pressantes d'adopter des mesures qui libèreront les femmes de l'état de dépendance économique, qui jusqu'à maintenant a été inséparable de leur rôle de mères dans la société.

Enfin, nous croyons que le Canada peut beaucoup contribuer à aider les pays du tiers monde à avancer considérablement dans ce domaine. Les politiques orientées vers l'extérieure du Canada lui ont acquis une réputation d'intégrité dans bien des régions du monde. La communauté bahá'íe croit qu'il est d'une importance vitale, à la fois pour le Canada en tant que nation et pour les pays qui reçoivent son aide, de s'assurer que le point de vue de l'ACDI, qui voit que les femmes sont « la clé du contrôle de la croissance démographique, de la santé familiale, de la productivité de l'amélioration du produit national brut, et de l'émancipation de l'ignorance »²⁵, continue d'avoir une portée concrète. C'est un commentaire révélateur sur l'état de notre monde que les femmes qui constituent la force la plus puissante de reconstruction interne de la société représentent

les deux tiers des sept cents millions d'illettrés du monde. Les Écrits de la foi bahá'íe insistent pour que nous accordions une priorité claire à l'alphabétisation des femmes dans tous les programmes d'éducation, puisque cet acquis est ensuite transmis aux générations suivantes. Nous espérons donc que l'ACDI manifestera son insistance plus largement et avec plus de vigueur pour que les femmes soient intégrées à tous les projets de développement qui sont financés par notre pays.

(d) Les personnes âgées

Quel que soit notre âge actuel, il n'y a aucun doute que si nous vivons suffisamment longtemps, nous deviendrons tous vieux. À divers degrés, chacun de nous est vaguement conscient de ce fait et se soucie de ses implications. Tous les citoyens d'un pays ont une certaine impression de leur pays qui est basée sur le traitement réservé aux personnes âgées, et cette impression influence grandement leur désir de participer à la vie de la société et de faire des sacrifices pour elle. Cette perception exerce une grande influence sur l'esprit de corps existant au sein d'une nation. Le Canada poursuit ses efforts pour créer chez les Canadiens le sentiment d'appartenir à une même famille, ce qui, selon les Écrits de notre Foi, est une qualité essentielle pour une communauté en santé. Prévoir ainsi donner aux aînés canadiens un sentiment de sécurité encore plus grand exigera que nous fassions de vrais sacrifices dans l'établissement de nos priorités nationales, mais nous croyons que cela est un des meilleurs moyens de libérer les ressources humaines dont dépend notre progrès. Les objections selon lesquelles de telles mesures ne peuvent pas être appliquées à cause de la proportion changeante des groupes d'âge dans la société canadienne, ne tiennent pas compte du fait que des politiques d'immigration sensées et moralement bien fondées peuvent maintenir tout équilibre jugé nécessaire pour la santé économique du pays entre les groupes d'âge. Ici comme pour bien d'autres préoccupations, accepter honnêtement que nous appartenions à la même race humaine est une attitude qui nous paraît avoir une portée très directe sur nos besoins domestiques.

Les besoins et les possibilités en matière d'éducation

Un principe qui est réaffirmé maintes fois dans les enseignements de notre Foi est celui de l'éducation universelle. À cet égard, l'expérience de la communauté bahá'íe d'Iran est intéressante. Cette communauté de quelque 300 000 personnes, provenant des mêmes groupes ethniques et sociaux que le reste de la population du pays, a réussi en trois générations à atteindre un taux d'alphabétisation de plus de 90 %. Cela contraste nettement avec le taux national moyen de l'Iran qui est inférieur à 40 %. Bien qu'un ensemble de lois discriminatoires ait empêché ses membres d'accepter des emplois dans bien des secteurs de l'économie, dans les années 60 et 70 la communauté en est venue à représenter un réservoir de ressources compétentes, dont l'existence ne pouvait pas être ignorée par une société qui se trouvait soudainement confrontée aux exigences du vingtième siècle. Par conséquent on leur a permis très à contrecœur de jouer un rôle important au service de leur pays, particulièrement dans les domaines où la confiance du public entrain en jeu, comme la gestion de l'économie, le secteur bancaire, les soins de la santé et diverses spécialisations en ingénierie. En fait, cela même a été une source de jalousie, un sentiment qui alimente aujourd'hui les feux du fanatisme religieux²⁶.

Nous mentionnons cet aspect de notre expérience parce que nous croyons qu'il fait ressortir deux défis auxquels la société canadienne et celle des autres pays du monde occidental font face. Un grand nombre de Canadiens perdent la possibilité de se servir de leurs capacités pour gagner leur vie, non pas à cause de préjugés religieux, mais à cause de changements rapides de la technologie et du marché. Personne ne niera que ces gens représentent la ressource naturelle la plus importante du pays. À notre avis, une des tâches les plus importantes de nos dirigeants nationaux est celle de développer un programme national à long terme visant à permettre aux Canadiens de se recycler, un programme qui devra lui-même pouvoir s'adapter pour répondre aux exigences et aux possibilités changeantes de l'économie.

La deuxième question liée à l'éducation à l'égard de laquelle, nous croyons que notre expérience en Iran est pertinente à celle de l'éducation des enfants canadiens. Si les bahá'ís d'Iran ont pu profiter à ce point des possibilités limitées qui leur étaient offertes c'est en raison non seulement de leur préparation intellectuelle, mais aussi des attitudes morales qu'ils avaient acquises durant leur enfance. Ce sont nos enfants qui, au cours du vingt-et-unième siècle, devront mettre en œuvre les décisions qui découleront de la présente commission. Ils seront

préparés à le faire uniquement si les priorités primordiales de l'éducation qu'ils reçoivent est de les former à penser de façon autonome, de les familiariser avec les dimensions morales de leur nature humaine et d'éveiller en eux l'esprit d'aventure et de sacrifice que seul peut inspirer la création d'une société mondiale²⁷.

Il n'y a pas d'autres domaines où les dogmes courants du matérialisme remettent en question si directement et de façon si impudente notre liberté et notre droit de planifier l'avenir de notre société. N'y a-t-il pas un sentiment généralisé parmi les Canadiens de tous les milieux qu'un tort énorme est fait aux enfants et aux jeunes de notre pays par l'encouragement persistant, particulièrement dans les médias, d'attitudes qui sont antithétiques à la nature et au bonheur humains? Est-ce qu'une société qui a libéré l'éducation des dogmes sectaires et des idéologies politiques, désavantageant toujours de si nombreux autres pays, ne pourrait pas relever ce défi? La communauté bahá'íe croit que le moment est venu de mener une enquête nationale sur une situation qui pour les Canadiens réfléchis est devenue une crise. Nous nous abstenons de nous étendre ici sur le sujet, de peur de sortir du cadre des présentes audiences, mais nous désirons indiquer que cela est un sujet d'investigation auquel la communauté bahá'íe est très intéressée. Nous sommes certains que, si on leur offrait cette chance, de nombreux autres groupes de citoyens concernés répondraient de façon créative.

L'administration municipale

Un domaine où le souci d'équilibre des Canadiens a été particulièrement évident est celui qui concerne l'importance appropriée devant être accordée aux principes de centralisation et de décentralisation. Nous semblons être arrivés aujourd'hui, du moins temporairement, à un équilibre satisfaisant une majorité substantielle de Canadiens entre les intérêts fédéraux et provinciaux. Le temps n'est-il pas venu pour nous d'aborder, d'une façon beaucoup plus délibérée, le rôle tout aussi important de l'administration municipale? Comme dans les autres sections du présent mémoire, nous agissons principalement en réponse aux enseignements de notre Foi, mais ils sont si largement reflétés dans les points de vue exprimés dans bien des secteurs de la société canadienne, qu'il nous semble approprié de les mentionner ici.

Bahá'u'lláh prévoit que la société qui naîtra des bouleversements de l'époque actuelle aura des administrations locales jouant un beaucoup plus grand rôle qu'aujourd'hui dans la plupart des États. Les raisons sont suffisamment évidentes pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y attarder. Il est suffisant de dire que pour qu'une société puisse s'occuper des divers aspects de la vie de ses citoyens, et créer parmi les divers groupes de citoyens le sentiment qu'ils appartiennent à une même famille, l'échelon de l'administration publique qui est le plus près de la vie quotidienne des hommes doit disposer d'une part adéquate des ressources matérielles du pays. Ici, au Canada, est-ce que la distribution des ressources et des pouvoirs entre les échelons municipal et provincial de l'administration publique est adaptée, par exemple, à la nature changeante de notre société? Nous ne pensons pas avoir les compétences nécessaires pour commenter un sujet qui s'inscrit clairement dans la sphère de l'action politique, mais nous croyons que le Canada gagnerait beaucoup si la prochaine phase de consultation nationale sur l'organisation de la société canadienne accordait une attention particulière à la position relative de ses municipalités dans l'ensemble du système.

L'autorité civile

Personne ne peut manquer de compatir profondément à l'angoisse d'un nombre croissant d'êtres humains qui se sentent impuissants à se protéger des problèmes engendrés par la désintégration de l'ordre social et à en protéger leur famille. À un tel moment, les manifestations publiques sont un aspect naturel des discussions publiques, et nous croyons que les gouvernements successifs du Canada ont été très sages en respectant le droit constitutionnel de manifester, mais aussi en offrant diverses formes d'aide, dans certains cas quand des groupes de citoyens ont voulu exprimer un profond désaccord avec les décisions. Avec l'adoption récente de la Charte de droits, aucun Canadien ne peut douter du fait qu'il est protégé adéquatement par la loi et que des avenues adéquates existent pour lui permettre de participer au processus de prise de décision de notre société.

Toutefois, les citoyens ont aussi des responsabilités. Dans une société démocratique, la plus importante de ces responsabilités est celle de se soumettre à la volonté de la majorité, telle qu'elle est exprimée par les instruments constitutionnels que la société a méticuleusement créés

pour servir à cette fin. Les gouvernements ont le droit d'exiger l'obéissance civile. Les gouvernements ont le droit de continuer d'être appuyés dans leurs décisions, même quand ils font une erreur. Aucun bien, ne peut résulter d'une désobéissance délibérée à la loi civile ou aux organes dûment constitués de l'autorité civile. Nous croyons que c'est là un principe qui est accepté par la vaste majorité des Canadiens et qui est en mesure de susciter une réponse impressionnante de leur part. Étant donné que de nombreuses décisions devant être prises entraîneront de vraies épreuves et comporteront nécessairement des imperfections et des injustices, il sera essentiel que le gouvernement ait le courage de se confier pleinement au public et d'exiger que les Canadiens agissent de façon responsable.

VIII

Une organisation continentale et régionale

Il est évident que l'unification de l'humanité traverse une série d'étapes correspondant à des associations toujours plus larges de ses composantes. La naissance d'une série de fédérations nationales au cours du dix-neuvième et du vingtième siècle, dont le Canada est un des principaux exemples, a été une phase de ce processus. Un autre de ces cercles de plus en plus larges est en train de naître sous la forme d'associations économiques, technologiques, sociales et même parlementaires (au sens large) entre des groupes de nations. Il ne serait pas réaliste que les Canadiens imaginent que notre pays peut ou doit se tenir davantage à l'écart de la présente phase du processus d'intégration qu'il ne l'a fait durant la phase précédente. Pour toute nation sur terre, le chemin qui mène à la société mondiale naissante passe par des associations continentales et régionales.

Par conséquent, les choix s'offrant à nous ne seront pas tant de déterminer si nous participerons à une association économique plus intime ici sur le continent nord-américain, mais de définir la nature et la forme de cette association. Il ne nous semble pas utile que ces questions soient présentées aux Canadiens, comme cela est si souvent le cas, comme un choix à faire entre « nationalisme » et « continentalisme » (ou entre ces deux niveaux et l'« internationalisme »). Le rôle de chef de file dans le domaine de la planification sociale et économique doit impliquer que

l'on accorde une certaine attention à la responsabilité d'aider les Canadiens à comprendre le processus général d'intégration et à s'orienter intelligemment en fonction de ses divers impératifs.

Nous ne désirons pas minimiser les choix extrêmement difficiles que ce défi représente pour notre pays. Le Canada s'est si longtemps défini par sa relation avec les États-Unis (certains considèrent d'ailleurs que c'est en se définissant ainsi qu'il est né) que l'idée d'une association plus étroite avec son voisin beaucoup plus grand suscite une inquiétude extrême et, dans certains cercles, même de la répugnance. Certaines causes historiques expliquent de tels sentiments, et nous ne sommes pas dans la situation fortuite des Européens qui peuvent se tourner vers diverses associations au sein de leur communauté économique continentale pour atténuer l'impact de la fédération naissante. Le défi est, toutefois, inévitable. C'est dans la mesure où les Canadiens comprennent ce processus qu'ils pourront minimiser les risques et obtenir les plus grands bénéfices pour ce pays.

Nous croyons qu'un aspect essentiel d'une telle discussion publique est d'avoir une attitude beaucoup plus rationnelle envers les États-Unis. Il n'y a pas si longtemps, les Canadiens protestants de langue anglaise et les Canadiens catholiques de langue française étaient occupés à bâtir des démonologies où l'autre culture était dépeinte comme le principal danger pour la survie des fruits de la civilisation dans ce pays. Dans la plupart des cercles, de tels points de vue ne sont plus qu'une source d'embarras, quelles que soient les traces qu'ils ont pu laisser dans nos relations intérieures. La même tendance n'est-elle pas à l'œuvre dans l'idée contemporaine selon laquelle les États-Unis sont la définition même d'une pathologie sociale. N'y-a-t-il pas, en fait, dans notre pays (et ailleurs), une tendance généralisée de confondre la culture américaine et l'esprit matérialiste de notre époque? Si tel est le cas, et en faisant complètement abstraction des questions de justice, cela handicaperait sérieusement nos efforts pour envisager de façon réaliste les possibilités propres à notre situation. Les États-Unis, qui seront, bon gré mal gré, un membre clé de la fédération mondiale de l'avenir, seront un partenaire complètement différent de la république agressive qui a envahi le Canada deux fois durant les trente premières années de son existence, et qui a encore aujourd'hui tendance à avoir les mêmes écarts de conduite dans le domaine économique. Notre préoccupation primordiale doit être de nous assurer que,

considérées globalement, les ententes régionales et continentales avec d'autres États contribuent à notre intégration à l'économie mondiale plutôt que de l'entraver.

IX

L'avenir du Canada

Nous en venons finalement à un sujet que nous abordons avec une certaine réserve. Depuis le début des temps, un aspect intrinsèque des révélations de Dieu a été celui de la vision prophétique. Les commentaires qui précèdent ont touché à de telles déclarations, contenues dans les Écritures de notre Foi, ayant trait particulièrement à l'avenir du Canada et elles semblent amplement confirmées par l'expérience contemporaine. En dehors de ces déclarations, il y a des passages qui ont une portée si directe sur l'avenir immédiat de l'humanité dans son ensemble, que nous ne sentirions pas que nous avons assumé notre responsabilité en tant qu'organisme essentiellement religieux, si nous n'en admettions pas ici les implications pour le reste de ce que nous avons dit.

Il y a plus d'un siècle, Bahá'u'lláh nous a prévenus que le cours accéléré des changements sociaux sur cette planète allait traverser des périodes de bouleversements qu'il a qualifiées de calamiteuses. Il a indiqué que certains de ces bouleversements étaient des caractéristiques inévitables de ce processus, mais que d'autres étaient des conséquences du fait que les principales institutions de l'humanité avaient échoué dans leur rôle de leadership. La plupart de ces développements, a-t-il dit, se produiraient au vingtième siècle, indiquant que leur point culminant à la fin du siècle, entraînerait des désordres et des souffrances à une échelle inconnue jusqu'alors de l'humanité. Il a, par exemple, averti que :

« Des choses étranges et étonnantes existent sur la terre, mais elles sont cachées à l'esprit et à la compréhension des hommes. Ces choses sont capables de changer toute l'atmosphère terrestre et leur contamination pourrait s'avérer mortelle. »

Le temps viendra, a dit Bahá'u'lláh, où l'utilisation abusive de ces ressources, s'ajoutant à des excès imprévus produits par le matérialisme courant dans le monde développé, mettra en

doute la survie même de la civilisation. Il a prédit une période durant laquelle « tous les yeux se rempli[ront] de terreur » et quand « trembler[ont] les membres de l'humanité »²⁸.

L'ensemble de l'humanité perçoit maintenant de plus en plus ces dangers et ils ont commencé à causer une anxiété générale. Il n'est pas nécessaire qu'une religion les réitère ici pour attirer l'attention sur eux, et ce n'est pas pour cette raison que nous les mentionnons. Au contraire, il semble évident que la paralysie frappant la pensée et le courage en contemplant une menace à notre survie est un des plus grands obstacles à une bonne planification de l'avenir. Nous espérons donc qu'il n'est pas inopportun de conclure notre mémoire à la Commission en parlant de la raison pour laquelle notre communauté considère l'avenir avec optimisme. Nous croyons que Dieu a promis à l'humanité que, quelque effrayante et pénible que puisse être notre expérience et quelque considérable la dislocation sociale qui se produira, la race humaine réussira à traverser la phase finale et prochaine du processus qui est en train de nous unifier en une seule famille humaine. C'est dans ce contexte que nous voyons que les promesses extraordinaires qui ont été faites à notre nation se réaliseront.

Nous sommes reconnaissants d'avoir eu l'occasion de présenter notre point de vue à la Commission. Le fait qu'un forum national portant particulièrement sur l'économie soit disposé à entendre les commentaires d'une collectivité confessionnelle autant que ceux d'une entreprise ou d'un syndicat en dit long sur la nature de notre pays. En résumé, nous avons dit que le type de société qui a été méticuleusement bâtie au Canada représente la fine pointe de l'évolution sociale, et qu'une planification de l'avenir devrait profiter le plus possible de ce fait. Les Canadiens étant ce qu'ils sont, il faudra que nous fassions preuve d'une vision éclairée pour croire cela sur notre propre compte et il faudra un grand courage pour agir sur la base de cette conviction. Dans les deux cas, à notre avis, la clé et le plus grand défi auquel les dirigeants de notre pays font face sont d'accepter sans réserve que nous appartenons à une collectivité mondiale en difficulté et que toute notre histoire nous a préparés à offrir ce dont elle a désespérément besoin et qu'elle nous rendra généreusement. Dans le contexte plus limité, mais tout aussi exigeant d'une société coloniale, c'est exactement cela que les dirigeants d'une génération antérieure ont réussi à faire. Il y a un peu plus de cent ans, alors que les enseignements bahá'ís étaient énoncés de l'autre côté du monde, ici en Amérique du Nord

britannique le long débat sur la confédération approchait de son point culminant. Au cours d'une discussion complexe sur des questions économiques, sociales et constitutionnelles, un des principaux défenseurs du projet d'une nation canadienne avait posé une question qui semble tout aussi pertinente dans le contexte de la perspective d'avenir s'ouvrant devant nous :

« Est-ce que cela ne nous élève pas au-dessus de la petite politique du passé et est-ce que cela ne nous présente pas des buts élevés et des choses d'un grand intérêt, qui pourraient exiger de nous toute l'habileté intellectuelle et toute l'énergie qui se trouvent parmi nous²⁹? [traduction] »

Références

-
- ¹ La foi bahá'íe a été fondée en Iran par Bahá'u'lláh (né en 1817) et le Báb (né en 1819). En mai 1844, le Báb, héraut de Bahá'u'lláh, a entrepris un ministère qui a atteint son paroxysme en 1848, peu avant son martyre, le 9 juillet 1850, à l'instigation du clergé musulman chiite. Les années entre 1848 et 1853 ont été marquées par des massacres généralisés, incités par les mêmes ecclésiastiques, et au cours desquels on estime que 20 000 adeptes de la nouvelle religion ont perdu la vie. Bahá'u'lláh a commencé sa mission en 1853. Il en a communiqué la nature pour la première fois à ses disciples en avril 1863 et l'a annoncée publiquement en juillet 1867, à la veille de son bannissement vers la colonie pénale turque d'Acre, en Terre sainte. De 1867 à 1873, il a transmis une série de messages importants aux dirigeants du monde de l'époque, exposant les grandes lignes de la société mondiale dont la création, a-t-il déclaré, était la volonté de Dieu et qui représente le sommet de l'évolution sociale sur cette planète. Au cours des vingt années suivantes, il a élaboré un ensemble de principes et d'institutions pour guider la communauté mondiale qui avait commencé à se former à cette période. Bahá'u'lláh est décédé en 1892. Son tombeau à Bahji, à l'extérieur d'Acre, et le tombeau du Báb surplombant Haïfa depuis le mont Carmel, sont les points centraux du complexe de bâtiments et de jardins qui forment aujourd'hui le Centre mondial bahá'í.
- ² Bahá'u'lláh, *Florilège d'écrits*, Bruxelles, MEB, 2006, p. 176 et 4.
- ³ Shoghi Effendi Rabbani, *L'Ordre mondial de Bahá'u'lláh*, Bruxelles, MEB, 1993, p. 36-37.
- ⁴ Pour une discussion des persécutions actuelles, veuillez vous référer à *The Bahá'ís in Iran* (Community internationale bahá'íe, New York, rév. juillet 1982).
- ⁵ Cette intervention s'est faite principalement par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme des Nations unies et ses organes connexes.
- ⁶ En 1981, le ministère de l'Immigration a signé une entente avec l'Assemblée spirituelle nationale des bahá'ís du Canada, qui lui permettait de parrainer l'immigration de plusieurs centaines de bahá'ís Iraniens. Les bahá'ís Iraniens ont aussi été nommés expressément par le ministère dans sa soumission du mois de décembre 1982 à la Chambre des communes au sujet des quotas de réfugiés parrainés par le gouvernement de 1983. À ce jour, presque mille bahá'ís Iraniens sont arrivés ou ont soumis une demande. Les nouveaux arrivants se sont installés dans plus de 140 localités dans les dix provinces, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
- ⁷ 'Abdu'l-Bahá, *Les tablettes du plan divin*, Thornhill, PBC, 2012, p. 73-74.
- ⁸ Arthur R. M. Lower, *Colony to Nation*, Toronto, Longmans Green, 1953, p. 325.
- ⁹ Pour une discussion de ce sujet, veuillez vous référer à : William S. Hatcher, *The Bahá'í Concept of Spirituality*, Bahá'ís Studies vol. 11, Ottawa, Association for Bahá'í Studies, 1983.
- ¹⁰ Voir, par exemple, Kenneth E. Boulding, *On Being Rich and Being Poor: Technology and Productivity*, dans *Appropriate Technology and Social Values*, Cambridge, Bellinger Publishing Co., 1980, p. 193-205; Robert L. Heilbroner, *Beyond Boom and Crash*, New York, W.W. Norton, 1978; E.F. Schumacher, *Small is Beautiful: Economics as if People*

-
- Mattered*, Harper and Row, N.S., 1973; W.W. Rostow, *Getting From Here to There*, New York, McGraw-Hill, 1978.
- ¹¹ Mancur Olson, *The Rise and Decline of Nations: Economic Growth, Stagflation, and Social Rigidities*, Yale, Yale University Press, 1982.
- ¹² Douglas C. North, *Structure and Change in Economic History*, New York, W.W. Norton, 1981.
- ¹³ Morishima, Michio, *Why Has Japan Succeeded? Western Technology and the Japanese Ethos* (Cambridge University Press, Cambridge, 1982).
- ¹⁴ Barbara Waid, *A Global Marshall Plan, Dialogue for a New Order*, Haw Khadija, New York Pergamon, 1980, p. 256-269.
- ¹⁵ Pierre Elliott Trudeau, *Federalism, Nationalism and Reason, Federalism and the French Canadians*, Toronto, Macmillan, 1968, p. 195-195. Publié à l'origine dans *Cité libre*, mai 1964; traduit en anglais par le *Montreal Star*.
- ¹⁶ Independent Commission on International Development Issues (connue sous le nom « Brandt Commission »), *North-South: A Programme for Survival*, Cambridge, The MIT Press, 1980.
- ¹⁷ Voir, par exemple, Fritjof Capra, *The Turning Point*, New York, Bantam Books, 1982; Marilyn Ferguson, *The Aquarian Conspiracy*, L.A.: J.P. Tarcher, 1980; Hazel Henderson, *Creating Alternative Futures*, New York, Berkley Windhover Books, 1978; John Naisbitt, *Megatrends*, New York, Warner Books, 1982.
- ¹⁸ Independent Commission, *ouvr. cité*.
- ¹⁹ Aurelio Peccei, « *Food Prospects [...]* », *Globe and Mail*, 20 oct. 1983, p. 11.
- ²⁰ Notre pensée ne va pas plus loin que celle de Winston Churchill dans la remarque suivante qui lui a été attribuée : « La démocratie est le plus mauvais système de gouvernement, à l'exception de tous les autres [...] »
- ²¹ Le Sénat est l'institution la plus souvent mentionnée dans de telles propositions. Cependant à l'étape actuelle de notre évolution politique, poursuivre une approche dans ce sens risquerait d'entraîner que nous consacrons nos efforts et notre attention à la question de l'exercice du pouvoir plutôt que de celle de l'obtention d'un consensus entre des groupes aux intérêts très variés.
- ²² Pour une compilation sur le sujet, qui est lié au fonctionnement de la communauté bahá'íe elle-même, veuillez vous référer à Adib Taherzadeh, *Trustees of the Merciful*, London, Bahá'í Publishing Trust, 1972.
- ²³ 'Abdu'l-Bahá, *Les tablettes du plan divin*, Thornhill, Publications Bahá'íCanada, 2012, p. 26-27.
- ²⁴ Abdu-ur-Rahman ibn Khaldun, juriste, historien et homme d'État musulman, né à Tunis le 27 mai 1332. Après une longue carrière dans la fonction publique, il s'est retiré pour travailler sur son *Histoire universelle*, un ouvrage monumental. En novembre 1377, il avait terminé la rédaction de la préface, la célèbre *Muqaddimah*, un des plus grands ouvrages d'érudition de tous les temps, disant que « les mots et les idées se déversaient dans ma tête comme de la crème dans une baratte. » La *Muqaddimah* représente la première tentative

pour appliquer la méthode scientifique à l'étude de la société humaine et elle précède d'un siècle et demi les travaux des premiers théoriciens sociaux européens.

- ²⁵ Margaret Catley-Carlson, *Oversights, insights and new sites: women, human settlements and development*, notes pour une allocution à la conférence annuelle du *MATCH International Centre*, Ottawa, le 24 septembre 1983, documents de l'ACDI, p. 15.
- ²⁶ Nous ne croyons pas ce principe moins valide du fait que son application en Iran a donné lieu à des malentendus. Il y a tout lieu de croire que les malentendus ont été encouragés par le clergé musulman qui a perpétré ces persécutions, pour pouvoir justifier ses actions auprès des éléments de la population qui étaient moins sensibles aux arguments théologiques.
- ²⁷ Les principes bahá'ís s'appliquant à l'éducation sont résumés dans *Bahá'í Education: A Compilation*, Toronto, Bahá'í Community of Canada, 1977. Pour un point de vue sur leurs implications, veuillez vous référer à H. B. Danesh, *A Violence Free Society*, Bahá'í Studies, vol. 6, Ottawa, Association for Bahá'í Studies, 1979.
- ²⁸ Bahá'u'lláh, *Florilège d'écrits*, Bruxelles, Maison d'éditions bahá'íes, 2006, paragr. 61.1, p. 82.
- ²⁹ George Brown, *The Confederation Debates in the Province of Canada, 1865*, The Carleton Library, number 2, Toronto, McLelland and Stewart, 1963, p. 61.